agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Signature à Bangui du Pacte républicain élaboré en septembre à Rome

Bangui (Agence Fides) – Hier, 7 novembre, le Pacte républicain a été signé à Bangui, capitale de la République centrafricaine, par le Président de la République, Michel Djotodia, le Premier Ministre, Nicolas Ntiangaye, et le Président du Conseil national de transition, Alexandre-Ferdinand Nguendet. Le document en question avait été rédigé à Rome, au siège de la Communauté de San Egidio, dans le cadre des colloques de paix pour la Centrafrique des 6 et 7 septembre derniers ayant vu la participation de représentants du gouvernement de Bangui, du Conseil national de transition, de la société civile et des confessions religieuses.
Selon une note envoyée à l'Agence Fides, le Pacte républicain « vise à engager les forces vives de la nation dans la défense du cadre démocratique et des droits fondamentaux ainsi que dans la promotion des valeurs de la République en vue d'une gouvernance de paix et de progrès pour tout le pays, prédisposant en outre une série de mécanismes permanents de prévention et de gestion des conflits ».
L'accord prévoit les points suivants : la nécessité d'assurer la sécurité des habitants au travers du désarmement des milices et du retour à l'activité normale de l'Etat ; la nécessité de garantir le retour des évacués et des réfugiés à leur domicile et d'aider à leur réinsertion ; le rejet de la violence comme moyen d'accéder au pouvoir ; le choix d'une collaboration et d'un dialogue constructif entre les partis politiques et le refus de l'affrontement ; la nécessité de renforcer les institutions et de travailler durant la phase actuelle de transition politique –dont la durée prévue est d'un peu moins de deux ans – afin de préparer le pays et ses structures à la démocratie représentative pour garantir la pleine liberté de tous les habitants ; la lutte contre la corruption et la défense des biens, publics et privés ; la nécessité d'agir en faveur du bien commun du peuple centrafricain, principale ressource nationale ; la demande à la Communauté de San Egidio de poursuivre son action de promotion de la paix et du dialogue en Centrafrique. (L.M.) (Agence Fides 08/11/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it